

# DÉCLARATION DE RABAT-SALÉ-KÉNITRA

des gouvernements infranationaux pour la Conférence  
des Nations unies sur le changement climatique  
(COP27)

LES RÉGIONS POUR UN AVENIR  
RÉSILIENT : UNE ACTION  
TRANSFORMATRICE POUR LA  
PLANÈTE, LES PEUPLES ET LA  
PROSPÉRITÉ



## *Les régions pour un avenir résilient : une action transformatrice pour la planète, les peuples et la prospérité*

Nous, gouvernements infranationaux et décentralisés, sommes réunis dans cette déclaration commune autour de la communauté des membres et partenaires de Regions4, afin de partager nos recommandations et engagements clés pour un avenir résilient.

### **NOUS RECONNAISSONS QUE**

Un changement transformationnel est nécessaire pour atteindre les Objectifs de Développement Durable, notamment une réorganisation fondamentale et systémique qui doit placer l'environnement au cœur des agendas des Nations unies, non seulement pour prévenir les futures pandémies mondiales, mais aussi pour assurer une relance verte .

« Ne laisser personne de côté » est une ambition clé de l'Agenda de l'ONU pour 2030 et doit être une priorité dans les politiques environnementales et climatiques pour les années à venir.

La volonté d'intensifier de manière urgente et ambitieuse les efforts de la communauté internationale, pour surmonter les défis environnementaux et climatiques communs de manière équilibrée et intégrée, nécessite l'engagement de toutes les parties prenantes, y compris de tous les niveaux de gouvernement.

La justice climatique et environnementale, la paix et la garantie de voies de résilience durables pour s'éloigner d'économies dépendantes du carbone sont essentielles, en particulier compte tenu du conflit en cours en Ukraine et d'autres pressions géopolitiques. Le changement climatique reste une priorité et une urgence, et il est essentiel d'agir pour atténuer et s'adapter afin d'éviter de nouvelles crises.

Le rapport 2022 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité souligne la nécessité d'une gouvernance efficace à plusieurs niveaux, d'un alignement des politiques et des incitations, d'un renforcement de la capacité d'adaptation des gouvernements et des communautés locales et régionales, soutenu par un financement et un développement institutionnel adéquat.

Le rapport souligne également que l'augmentation des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes a entraîné des effets irréversibles - les systèmes naturels et humains étant poussés au-delà de leur capacité d'adaptation - ce qui met en évidence l'importance de reconnaître l'agenda des pertes et dommages, notamment pour les régions vulnérables, qui ont le moins contribué au changement climatique.

Nous, gouvernements infranationaux et décentralisés, reconnaissons notre rôle clé dans la réponse aux crises climatiques et à la perte de biodiversité, ainsi que la nécessité d'une action urgente pour atténuer et s'adapter au changement climatique et pour conserver et restaurer la nature et les services écosystémiques, vers un monde plus durable, équitable et sain pour tous. La proximité avec nos citoyens nous offre une place unique dans la compréhension des exigences sociales et économiques qui accompagnent les transitions dans lesquelles nous nous trouvons et qui déclenchent des changements.

Le Pacte de Glasgow pour le climat souligne clairement dans son préambule le "besoin urgent d'une action coopérative à plusieurs niveaux". Les gouvernements régionaux et décentralisés jouent un rôle clé dans l'élaboration d'approches territoriales appropriées pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris et autres accords environnementaux, démontrant ainsi que l'action à plusieurs niveaux fonctionne. En effet, les gouvernements régionaux et décentralisés sont souvent les premiers à être affectés par la crise climatique, et sont devenus les meneurs naturels de certaines des transformations nécessaires, notamment en raison de leur capacité à mobiliser et à s'engager avec tous les acteurs locaux, ainsi que de leur connaissance des spécificités locales.

Nous, gouvernements infranationaux et décentralisés, menons des actions d'adaptation, notamment en termes d'engagement et d'éducation des communautés, de cartographies des inondations, d'intégration des questions liées au changement climatique dans les documents et stratégies de planification territoriale à long terme, de gestion de crise, y compris les systèmes d'alerte précoce et d'évacuation, et de surveillance des risques en temps réel. Nous avons également mené des approches basées sur les écosystèmes qui renforcent la capacité d'adaptation, réduisent les émissions de carbone et agissent comme des tampons naturels contre les catastrophes. Ces approches pourraient être reproduites dans le monde entier.

La recherche de solutions aux crises du climat et de la biodiversité, et l'adaptation à leurs effets, nécessitent le développement d'une vision globale et intégrée de la résilience qui comble le fossé et crée des connexions entre les différents agendas (Objectifs de Développement Durable, Changement Climatique, Convention sur la diversité biologique, Cadre de Sendai, RIO+30, Stockholm+50) pour développer des solutions intersectorielles et multipartites.

La convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP27) sera un moment décisif pour partager une vision intégrée de la résilience et façonner les orientations d'un Objectif Global sur l'Adaptation, tel que prévu dans l'accord de Paris, qui sera défini dans le cadre du programme de travail de Glasgow Sharm-El-Sheikh, lancé lors de la COP26. Accueillie par l'Égypte, cette COP sera également un moment important pour souligner les besoins et le soutien requis par les régions en développement, telles que les gouvernements régionaux africains, pour la transition et l'adaptation au changement climatique.

## NOUS DEMANDONS

Nous, gouvernements infranationaux et décentralisés, en étroite collaboration avec le Partenariat de Marrakech, à travers les campagnes Race to Zero et Race to Resilience, et avec le collège des gouvernements locaux et autorités municipales (LGMA) au sein de la CCNUCC, demandons et attendons de la COP27 et des parties à la convention qu'elles mettent en œuvre un programme ambitieux d'atténuation et d'adaptation, vers une transition juste, qui vise à :

- **Atteindre zéro émission nette**

- En demandant aux parties de rester politiquement engagés en faveur de la mise en œuvre de la décarbonisation et le respect de l'objectif global des 1,5 degré, et de s'orienter vers des énergies propres et/ou renouvelables et de ne pas retomber dans les sources d'énergie fossiles à forte teneur en carbone.
- En demandant aux parties de publier des Contributions déterminées au niveau national (CDN) renforcées qui s'engagent à réduire les émissions nécessaires pour atteindre les objectifs de température mondiale de l'Accord de Paris, avec des politiques de soutien et des voies de réalisation.
- En appelant les parties à assurer l'inclusion des gouvernements infranationaux dans les processus de prise de décision, de mise en œuvre et de suivi en tant qu'acteurs gouvernementaux clés avec des objectifs spécifiques, fiables et ambitieux et des résultats à long terme dans le domaine du développement durable et de l'atténuation du changement climatique.

- **Mettre en œuvre l'adaptation et la résilience**
- En appelant les parties et le secrétariat de la CCNUCC à renforcer l'inclusion des gouvernements régionaux et décentralisés dans les processus de prise de décision envers l'adaptation, de mise en œuvre et de suivi en tant que parties prenantes gouvernementales clés ayant des objectifs spécifiques, fiables et ambitieux et des résultats de longue date dans le domaine du développement durable, l'adaptation, et de la résilience climatique.
- En appelant les parties à assurer des mécanismes de coordination à plusieurs niveaux, international et national, afin d'influencer la conception, la coordination et la mise en œuvre des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) et la mise en œuvre des engagements financiers envers l'adaptation pris lors de la COP26.
- En traduisant ces plans et engagements au niveau local et régional par des plans territoriaux intégrés de résilience, reconnus et soutenus par les gouvernements nationaux.
- En permettant une coopération et une intégration plus fortes entre les niveaux local/régional, national et mondial dans le domaine de l'accès aux données. Un soutien national aux gouvernements régionaux et décentralisés est nécessaire pour accéder systématiquement aux données, et intégrer les connaissances et les informations régionales dans les plateformes mondiales et nationales, afin de contribuer à l'élaboration de politiques fondées sur les données et la science au niveau local et régional.
- **Contribuer à l'Objectif mondial en matière d'adaptation et au Bilan climatique mondial (Global Stocktake)**
- En permettant à tous les niveaux de gouvernements d'être impliqués et inclus dans l'élaboration des orientations de l'Objectif mondial en matière d'adaptation, en demandant la création d'un cadre commun d'analyse pour déterminer si les politiques d'adaptation sont efficaces, ainsi que des recherches, des méthodes et des meilleures pratiques pouvant être appliquées au niveau national ou décentralisé des gouvernements.
- En veillant à ce que les gouvernements régionaux et décentralisés soient impliqués dans le programme de travail de Glasgow-Sharm-El-Sheikh, par une reconnaissance plus formelle du rôle important qu'ils jouent en tant que partenaires clés dans la lutte contre le changement climatique.
- En demandant aux parties d'inclure formellement les contributions régionales et

locales à l'adaptation pour compléter les PNA et les CDN et pour que les rapports sur les PNA et les CDN comprennent une section sur les engagements, les actions et les réalisations en matière d'adaptation au climat entrepris par tous les niveaux de gouvernements et les autres parties prenantes.

- **Mobiliser des fonds pour l'adaptation et la résilience**

- En exigeant des parties et des institutions de financement envers la lutte contre le changement climatique, qu'elles fournissent des objectifs et des plans crédibles pour déployer des capitaux vers les pays en développement et directement au niveau régional et local, par le biais de fonds ou d'allocations climatiques infranationaux.
- En appelant les parties et les institutions de financement du climat à renforcer et à permettre des mécanismes plus transparents et connectés et/ou dédiés qui permettent aux gouvernements régionaux d'accéder directement aux opportunités de financement international du climat au niveau décentralisé, en particulier pour les régions africaines.

- **Mettre en relation les agendas vers la résilience**

- En appelant à une plus grande cohérence, coordination et coopération en matière de gouvernance et du droit de l'environnement, de justice climatique et à une plus grande localisation des agendas mondiaux de développement, en assurant des connexions entre l'Agenda 2030, l'Accord de Paris, le Nouvel Agenda Urbain, le Cadre mondial pour la biodiversité post-2020 et le Cadre de Sendai.
- En exigeant un nouvel effort des parties pour obtenir des connaissances scientifiques, des données et des statistiques, diffuser, informer, sensibiliser et éduquer sur les liens entre la crise climatique et la crise de la biodiversité et des services écosystémiques, sur leur rétroaction et sur l'importance de leur approche conjointe, en tenant compte de leurs effets sur les écosystèmes, la santé, l'économie et le bien-être des personnes au niveau mondial ainsi quedu rôle des gouvernements infranationaux.
- En appelant les parties à contribuer de manière significative aux efforts d'adaptation par le biais de solutions fondées sur la nature (par exemple, les ressources et la gestion de l'eau ; la sylviculture, les zones protégées et la biodiversité ; l'agriculture et l'élevage), car elles soutiennent la résilience des écosystèmes, notamment en prévenant l'érosion des sols et les émissions de gaz à effet de serre, tout en aidant à réduire les impacts du changement climatique, ce qui se traduit par des avantages environnementaux, sociaux et économiques combinés.

## NOUS NOUS ENGAGEONS À

Nous, gouvernements régionaux et décentralisés, nous engageons à exprimer et à partager nos points de vue et notre expérience au sein de la CCNUCC et de ses États membres pour garantir que tous les niveaux de gouvernements soient reconnus comme des moteurs clés du développement durable et de l'action climatique, de la protection et restauration des écosystèmes, et soyons habilités à élaborer des politiques efficaces, à mettre en œuvre et à atteindre des objectifs mondiaux durables et de l'Accord de Paris.

Nous nous engageons à accélérer nos actions et la territorialisation des objectifs mondiaux en promouvant des solutions innovantes, y compris des actions intégrées dans les approches écosystémiques à tous les niveaux de gouvernement pour simultanément améliorer la préservation de la biodiversité et promouvoir l'adaptation et l'atténuation du changement climatique.

Nous nous engageons à permettre la coopération technique entre les gouvernements, le secteur privé, les institutions de recherche et d'apprentissage et la société civile, en cherchant à étendre les capacités territoriales autour de questions spécifiques qui soutiennent une reprise durable pour un avenir résilient, telles que l'économie circulaire, la gestion durable de l'eau, la valorisation des écosystèmes, les liens entre milieux ruraux et urbains, et la sécurité alimentaire, entre autres.

Nous offrons notre expérience, notre savoir-faire et nos compétences pour mettre en œuvre une approche intégrée qui aborde les problèmes interconnectés de manière systémique et nous conduit vers un avenir plus durable et résilient.

Nous nous engageons dans les campagnes "*Race to Zero*" et "*Race to Resilience*" de la CCNUCC en tant que mécanismes efficaces pour présenter et rendre compte de nos progrès, pour aider les parties à respecter leurs engagements climatiques et à parvenir à un avenir résilient.

## SOUTENU PAR LES PARTENAIRES



## SOUTENU PAR LES GOUVERNEMENTS RÉGIONAUX





Secretaría de  
**Planeación Urbana, Infraestructura,  
Movilidad, Medio Ambiente y  
Recursos Naturales**  
Gobierno de Baja California Sur



**CAMPECHE**  
GOBIERNO DE TODOS



**Generalitat de Catalunya**  
Government of Catalonia



ZONA DE INTEGRACIÓN DEL CENTRO OESTE DE AMÉRICA DEL SUR



**Flanders**  
State of the Art



**GOVERNO DO ESTADO  
SECRETARIA DO DESENVOLVIMENTO  
SUSTENTÁVEL E DO TURISMO**



**Gobernación  
de Nariño**  
¡EN DEFENSA DE LO NUESTRO!



PRESIDENCIA PRO TÉMPORE



Prefectura de  
**Morona  
Santiago**

**LA NAWA**



CONSEIL RÉGIONAL



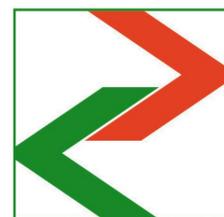
Gobierno de  
Tierra del Fuego  
Antártida e Islas  
del Atlántico Sur



Région de Louga



pour une région émergente



AEBR - AGEG - ARFE